



UNE SEMAINE EN HAÏTI

L'hebdomadaire du Collectif Haïti de France

Une rédaction d'Alterpresse ... avec le soutien de la Fokal

N°1416

6 novembre 2019

- **Intenses pourparlers pour une proposition unitaire de sortie de crise et de remplacement de Jovenel Moïse**
- **Droits humains : des organisations de la société civile alertent sur le risque de multiplication des actes de criminalité en Haïti**
- **42 personnes tuées et 47 personnes blessées par balles en moins de deux mois**
- **Tirs nourris d'armes à feu, au début de la 8e semaine de mobilisations contre Jovenel Moïse**

>> Intenses pourparlers pour une proposition unitaire de sortie de crise et de remplacement de Jovenel Moïse

D'ici le jeudi 7 novembre, un accord politique multisectoriel devrait être trouvé entre partis politiques et organisations sociales, selon la "Passerelle". Le mandat de cette structure, qui arrive à terme le 12 novembre, est de faciliter les négociations [pour une sortie de crise véritable](#). La population, par les manifestations, a déjà révoqué Jovenel Moïse de la présidence. Il reste à définir les mécanismes de passation de pouvoir. Début novembre, Haïti est à sa huitième semaine de mobilisations populaires contre Jovenel Moïse et de paralysie des activités sur l'ensemble du territoire. Le porte-parole du Secteur dit démocratique et populaire, Michel André, annonce que la personnalité appelée à remplacer Jovenel Moïse devrait être présentée à la nation avant le 18 novembre. Le parti politique *Pitit Dessalines*, invite la structure « Passerelle », l'Alternative consensuelle pour la refondation d'Haïti et le regroupement politique *Mache Kontre*, entre autres, à faire « front commun » pour trouver une seule proposition de sortie de crise. Il affirme que le peuple réclame l'unité entre les protagonistes politiques de l'opposition. « Le mouvement touche à sa phase finale. Si les acteurs ne s'entendent pas pour la gérer, son contrôle risque de leur échapper », avertit Jean-Charles Moïse, secrétaire général du parti politique *Pitit Dessalines*. Tout en appuyant le regroupement *Passerelle*, *Pitit Dessalines* le met en garde contre toute influence des protagonistes politiques et économiques, ou étrangers. Face à cette crise qui paralyse le pays depuis le dimanche 15 septembre, le regroupement politique *Mache Kontre* suggère un consensus, pour mettre en place

un Conseil national de transition dans le cadre d'une démarche baptisée « Haïti : pour une résolution inclusive de la crise ». De leur côté, l'Alternative consensuelle pour la refondation d'Haïti ainsi qu'une vingtaine de partis et d'organisations se tournent vers la Cour de Cassation, d'où ils comptent tirer 3 personnalités, dont l'une devra être désignée à la nouvelle présidence de la république d'Haïti. « Pour éviter toute division », *Pitit Dessalines* estime qu'il faut considérer la Cour de Cassation. Concernant cette controverse, le Mouvement patriotique démocratique et populaire (MPDP) dit *craindre une transition mal fagotée (yon tranzisyon tèt chat), entre la communauté internationale et certains protagonistes dans la société*. Le diplomate brésilien Ricardo Seitenfus préconise [le dialogue inter-haïtien](#), afin d'éviter le spectre d'une nouvelle intervention militaire. La plateforme d'organisations paysannes *4G Kontre* suggère aux autres secteurs de discuter avec la structure « Passerelle », en vue de parvenir à une entente autour de la formation d'un gouvernement de transition et d'une feuille de route. « Nous leur demandons de se liguier, cette semaine, pour libérer le pays de Jovenel Moïse. Le peuple en a assez ! Jovenel Moïse doit partir rapidement, pour favoriser un retour à la vie nationale », lit-on dans cette note du 4 novembre. Les activités dans les écoles et administrations publiques ne reprendront qu'après la démission de Jovenel Moïse, soutient la plateforme *4G Kontre*, tout en encourageant les protestataires à maintenir la résistance populaire à travers les barricades dans les rues, et à tenir, encore plus haut, le flambeau de la mobilisation, jusqu'à la démission du président.

« Non à l'aide alimentaire de l'occupation. Ce que nous voulons aujourd'hui, c'est la démission du président Jovenel Moïse, pour la mise en place d'un gouvernement de transition, qui relancera la production locale », insiste la plateforme d'organisations paysannes *4G Kontre*, qui appelle le Core Group (groupe des pays dits amis d'Haïti) à se désolidariser de Jovenel Moïse, qui est déjà rejeté par le peuple haïtien. En accordant une aide de 2 000 tonnes d'aliments à Haïti, qui passera par la branche du Programme Alimentaire Mondial (PAM),

les Etats-Unis viennent de réitérer leur demande de former un gouvernement « qui sera à l'écoute des besoins de l'ensemble des citoyennes et citoyens haïtiens ». Sur le terrain, beaucoup de voix relèvent qu'Haïti n'a pas besoin d'aide alimentaire internationale, avec l'abondance de produits nationaux dans cette période de récolte. Cependant, ils ne peuvent pas être distribués sur le territoire national à cause des barricades et des blocages de routes depuis 8 semaines.

>> Droits humains : des organisations de la société civile alertent sur le risque de multiplication des actes de criminalité en Haïti

Le Collectif Défenseurs Plus et le Centre Haïtien d'Encadrement et de Solidarité (CHES) tirent la sonnette d'alarme sur la situation délétère dans laquelle se trouve Haïti, depuis environ 8 semaines. Cette situation risque de multiplier les actes de criminalité, de provoquer une catastrophe humanitaire et des crises à répétition à travers le territoire national, avertissent ces organisations dans un rapport conjoint. Elles préconisent des mesures d'accompagnement de la population. La crise actuelle serait à l'origine d'une crise humanitaire et n'épargne pas les personnes emprisonnées, rapportent-elles. Elles soulignent combien la situation de « pays locked » (bloqué) paralyse les principales activités, dont le commerce, l'école, les transports, entre autres. Depuis le déclenchement des nouvelles mobilisations contre Jovenel Moïse, le 15 septembre, plusieurs

personnes ont été tuées, des centaines d'autres blessées, plusieurs cas d'arrestations illégales, des brutalités policières ainsi que des magasins incendiés et pillés ont été aussi enregistrés. Le droit à la circulation n'est plus garanti. Dans certaines zones, des protestataires passent leur nuit à surveiller leurs barricades, une situation qui ne semble pas inquiéter les autorités. Les organisations de la société civile conseillent aux autorités de mettre en place des programmes télévisés, susceptibles de divertir les enfants et les jeunes, afin d'apaiser leur traumatisme, ainsi qu'une campagne de sensibilisation contre la violence, particulièrement dans les quartiers défavorisés. L'approvisionnement des hôpitaux en matériels et la prévention d'une catastrophe humanitaire devront être également une priorité.

>> 42 personnes tuées et 47 personnes blessées par balles en moins de deux mois

Le bureau des droits humains des Nations Unies [s'inquiète](#). En octobre 2019, le Centre ambulancier national a recensé, 47 personnes blessées par balles, 467 urgences obstétricales, 50 cas de blessures et fractures de membres à des degrés variés, 5

personnes brûlées, 125 cas de maladies chroniques, dont la cardiopathie, le cancer, le diabète et les affections respiratoires rénales, entre autres. 111 accidents de la voie publique ont été aussi enregistrés pour cette même période.

>>Tirs nourris d'armes à feu, au début de la 8e semaine de mobilisations contre Jovenel Moïse

La tension persiste, et des rafales incessantes et inquiétantes d'armes à feu, d'origine indéterminée, marquent le début de la 8e semaine de mobilisations, visant à obtenir la démission de Jovenel Moïse. Depuis le 3 novembre, les détonations répétées crépitent dans plusieurs quartiers de la capitale, mais également en province. Dans plusieurs quartiers du centre-ville de Port-au-Prince, début novembre, plusieurs personnes auraient été blessées par balles. Au nord de la capitale, au Carrefour dénommé « Shada »

(du nom de l'ancienne Société haïtiano-américaine de développement agricole), à l'intersection des routes nationales N° 1 et 3, des affrontements auraient opposé des groupes armés. Grièvement blessé par balles, le militant politique Jean-Philippe Hyppolite, surnommé Kadafi, l'un des fers de lance de la mobilisation dans le bas Plateau central, [a succombé à ses blessures, dans l'après-midi du 2 novembre, après les funérailles, à Mirebalais](#), du journaliste Néhémie Joseph de Radio Panic Fm et de Radio Méga.

A lire également :

- [Crise : Le Conseil épiscopal latino-américain demande aux dirigeants d'Haïti « d'écouter la voix de la sagesse » / Il faut une résolution pacifique de la crise, plaident Religions pour la paix en Haïti et internationale](#)
- [Haïti-Crise : La démission de Jovenel Moïse, une « sanction légitime »](#)
- [Un nouveau printemps des peuples / Cibles de la révolte : le « système haïtien », le « système libanais » Brésil-Haïti, l'aventure migratoire continue](#)